



Kherson : Crimes de guerre– Les médias ne font pas leur job !



Crimes de guerre russes à Kherson - cette affirmation du président ukrainien, bien qu'elle ne puisse pas être vérifiée de manière indépendante, est reprise sans esprit critique dans les médias occidentaux. Mais pourquoi les journalistes ne peuvent-ils pas se rendre dans la région ? L'Ukraine est-elle en train de commettre des crimes de guerre ?

« Selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky, les enquêteurs ont découvert 400 cas de crimes de guerre russes dans la région de Kherson ». C'est ce que rapportent le 14 novembre 2022 la RTS c'est à dire la Radio-Télévision Suisse et d'autres médias occidentaux.

Après le retrait des troupes russes de Kherson, les troupes ukrainiennes ont atteint la ville le 11 novembre.

Comment les médias occidentaux, notamment la RTS, traitent-ils cette information de Zelensky ? Dans cette émission, la RTS sera mesurée à l'aune de ses propres principes en matière de vérification des sources dans les reportages de guerre.

Sur le site Internet de la RTS, on peut lire avec justesse : « Les informations sur la guerre en Ukraine sont nombreuses et en partie contradictoires. Les sources les plus fiables sont les propres journalistes et reporters d'autres médias sur place, auxquels on peut faire confiance... »

Seulement, le gouvernement ukrainien ne permet pas du tout aux journalistes d'entrer dans les territoires reconquis. L'affirmation de Zelensky ne peut donc pas être confirmée de manière indépendante. Pourquoi la RTS ne le signale-t-elle pas ?

Parce que la règle de base de la RTS est, je cite : « Plus les sources sont difficiles et peu fiables, plus la transparence est importante. Les faits et informations controversés qui ne peuvent pas être vérifiés de manière indépendante sont signalés comme tels ».

Lorsqu'il s'agit des messages réguliers du président Zelensky, la « transparence » ne semble plus être de mise. La question de savoir pourquoi les journalistes ne sont pas autorisés à se rendre dans les régions reconquises n'est pas non plus abordée.

Les sources officielles ukrainiennes avancent en effet des raisons parfois contradictoires : Tantôt on justifie cela par le fait qu'il faut d'abord déminer, tantôt par le fait qu'il faut d'abord procéder à des « filtrations ». Lors de ces « filtrations », on recherche des « collaborateurs russes ».

Tout d'abord, concernant les mines : dès le 11 novembre, Zelensky avait annoncé : «

Comme le déminage n'a même pas encore commencé, nous ne pouvons pas donner aux médias l'accès à Kherson. Nous devons au moins déminer les principales voies de communication et vérifier les principales installations ».

L'explication selon laquelle on ne peut pas laisser les journalistes entrer dans les régions parce qu'il faut d'abord déminer semble prétextée et contradictoire. D'un côté, l'Ukraine fournit des images de personnes en liesse dans les rues, de l'autre, les mines y seraient si dangereuses que les journalistes ne seraient pas autorisés à pénétrer dans les villes. Comment cela s'accorde-t-il ?

Deuxièmement, en ce qui concerne les « filtrations », l'Occident n'en parle pas, bien que des sources officielles ukrainiennes en aient fait état. Les soldats décident arbitrairement et selon leur propre sentiment qui est un « collaborateur russe » et qui ne l'est pas. Les « collaborateurs russes » sont souvent exécutés, comme le disent aussi ouvertement les représentants du gouvernement ukrainien. Il est évident que l'on n'aime pas prendre ces mesures devant les journalistes.

Par exemple, Oleksiy Arestovytch, conseiller du président ukrainien, a déclaré à propos des territoires reconquis : « Les professeurs et les instituteurs doivent garder à l'esprit qu'ils ne sont pas des gentils, mais des criminels envers qui on ne fait pas de sentiment. Par les temps qui courent, ça veut dire soit la mort, soit la prison. » Le temps est tel que cela signifie soit la mort, soit la prison. »

Anton Gerashchenko, un conseiller du ministère de l'Intérieur, a déclaré : « Une chasse aux collabos a été déclarée et leur vie n'est pas protégée par la loi. Nos services secrets les éliminent et les abattent comme des porcs ».

L'homme politique ukrainien Anatoly Shariy, qui n'est pas du tout pro-russe, a dû fuir l'Ukraine pour l'Espagne en raison de persécutions politiques. Il rapporte sur Telegram la situation à Kherson, selon ce que lui indiquent ses sources : « L'accès des journalistes aux colonies libérées ne sera à nouveau possible qu'après la mise en œuvre de « mesures de stabilisation ». Je ne veux même pas imaginer certains aspects de ces « mesures de stabilisation ». »

Il a notamment publié ce post :

« Tous ceux qui ont collaboré avec les Russes et n'ont pas pu quitter Kherson sont fichus, et ils sont des milliers, voire des dizaines de milliers. La seule chose que j'espère et que j'attends est qu'au moins un minimum de droit et de justice soit respecté ».

Sur les canaux Telegram ukrainiens, des soldats ukrainiens annoncent publiquement des massacres arbitraires de la population civile de Kherson. Les innombrables posts se situent trop « au-dessous de la ceinture » pour être cités ici.

Tout cela serait facile à vérifier. Si la RTS avait vérifié de manière indépendante les déclarations de Zelensky sur les crimes de guerre russes, elle serait probablement tombée sur les incohérences mentionnées et les déclarations de politiciens ukrainiens. En fait, ils le savent, je cite la RTS: « Les informations des belligérants doivent être particulièrement remises en question. Car tous les belligérants font de la propagande ... ». Toutefois, la RTS ne peut s'empêcher d'ajouter : « dans cette guerre d'agression, ce sont surtout les sources

officielles russes qui font de la propagande ».

En y regardant de plus près et en effectuant des recherches approfondies - comme le montre cette émission - il faut en conclure que ce sont surtout les sources officielles ukrainiennes, comme le président Zelensky, qui font de la propagande. Les déclarations des deux belligérants doivent être considérées avec la plus grande prudence. Il faut même s'attendre à des crimes de guerre ukrainiens. Une fois de plus, les médias occidentaux comme SRF se révèlent partiaux, bellicistes et tout sauf dignes des normes journalistiques !

de dd.

Sources:

Selenskyj erklärte, Ermittler haben 400 Fälle von russischen Kriegsverbrechen in der Region Cherson aufgedeckt.

<https://www.puls24.at/news/politik/wolodymyr-selenskyj-wir-alle-spuren-wie-unser-sieg-naht/281046>

Wie prüft SRF die Quellen in der Kriegsberichterstattung?

<https://www.srf.ch/news/international/krieg-in-der-ukraine-selenski-spricht-von-kriegsverbrechen-und-festnahmen-in-cherson>

Von den „Filtrationen“ wird im Westen nicht berichtet, obwohl offizielle ukrainische Quellen darüber berichten

<https://www.anti-spiegel.ru/2022/cherson-ausgangssperre-und-meldungen-ueber-erschuessungen/>

Ukrainische Soldaten kündigen Massaker an Zivilisten in Cherson an

<https://www.anti-spiegel.ru/2022/ukrainische-soldaten-kuendigen-massaker-an-zivilisten-in-cherson-an/>

Die Kiewer Regierung droht „Kollaborateuren“ offiziell mit dem Tod

<https://www.anti-spiegel.ru/2022/die-kiewer-regierung-droht-kollaborateuren-offiziell-mit-dem-tod/>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#Russie - www.kla.tv/Russie

#Ukraine-fr - Ukraine - www.kla.tv/Ukraine-fr

#MensongesMediasGuerre - Kla.TV - contre les mensonges des médias et la guerre - www.kla.tv/MensongesMediasGuerre

#CommentairesMediatiques - Commentaires médiatiques - www.kla.tv/CommentairesMediatiques

#SanteMedecine - Santé et médecine - www.kla.tv/SanteMedecine

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.